

Un parcours d'intégration plus personnalisé expérimenté à Bruxelles

■ L'ASBL Via veut revoir le parcours d'intégration et lance un projet pilote en partenariat avec l'ULB.

Faire du primo-arrivant le sujet et non l'objet de son intégration." C'est le pari que lance l'ASBL Via, une des deux associations en charge du parcours d'intégration en région bruxelloise. Obligatoire depuis peu à Bruxelles, celui-ci est composé d'un suivi social individualisé, de cours de langue (français ou néerlandais) et de citoyenneté, où différents sujets comme le fonctionnement des institutions publiques, l'histoire de la Belgique, son système politique, sa culture, etc. sont abordés.

Deux ans après l'ouverture de ses bureaux à Schaerbeek et à Molenbeek, Via se lance donc dans une recherche visant à valoriser davantage les parcours d'intégration, en collaboration avec le Groupe de recherche sur les relations ethniques, les migrations et l'égalité (Germe) de l'ULB. Ce projet, baptisé Camim (pour "Cocréons un meilleur accueil et une meilleure intégration des migrants à Bruxelles") part d'un constat: les parcours d'intégration sont trop homogènes. "C'est comme dans l'enseignement. La même matière est enseignée à tous alors que certains ont besoin de plus de soutien que d'autres, entame Andrea Rea, sociologue et directeur du Germe. Il ne s'agit pas d'individualiser le parcours d'intégration mais plutôt de le singulariser, en tenant compte des parcours de vie et des projets de chacun. Tout le monde n'a pas la même histoire, les mêmes ressources."

Changer l'esprit de l'intégration

L'idée centrale du projet? Construire un complément au parcours d'intégration déjà existant. "Notre philosophie, c'est que chacun puisse développer son propre parcours de vie et non pas de lui en imposer un", ajoute Vincent Vanhalewyn (Ecolo), directeur de l'ASBL Via et échevin de la Cohésion sociale à

Schaerbeek. "Il faut changer l'esprit dans lequel se fait le parcours d'intégration", surenchérit le sociologue Andrea Rea, qui s'est longtemps opposé à l'"inburgering" flamand, en vigueur depuis 2004. "Il faut sortir de la logique d'imposition et de suspicion. La plupart des recherches démontrent qu'une action volontariste permet d'accélérer le processus d'intégration. Ensuite, il faut se rendre compte que la migration n'est pas une source de promotion sociale mais bien de déclassement social. Cela veut dire qu'ils vont vivre moins bien que dans le pays qu'ils ont quitté (notamment parce que leurs diplômes ne sont pas reconnus en Belgique, Ndlr) et il faut donc les accompagner, autant au niveau administratif qu'au niveau psychologique", note encore Andrea Rea.

Joindre l'expertise des migrants

Ce projet pourrait-il inspirer en Wallonie et en Flandre? Ce n'est pas la priorité, répondent ses initiateurs. Cependant, si le fruit de la recherche de l'ULB peut profiter à d'autres acteurs... "Pourquoi pas!" Dernier point original du projet Camim: l'expertise des migrants eux-mêmes est mise à contribution, au même titre que celle des acteurs locaux de terrain et celle des chercheurs universitaires.

S. F.

"Il faut changer l'esprit dans lequel se fait le parcours d'intégration. Il faut sortir de la logique d'imposition et de suspicion."

Andrea Rea
Sociologue